

DIALOGUE

La lettre d'information de
DIAL Janvier 2020 | N°56

Focus:

Les conflits ont-ils un
impact sur le capital
social ? L'expérience du
Mali



©MINUSMA/Marco Dormino

Focus:

Les conflits ont-ils un impact sur le capital social ? L'expérience du Mali

Une littérature croissante porte sur les répercussions des conflits sur le capital social. Le capital social, considéré comme les ressources générées par les relations structurelles ou les réseaux entretenus par un individu, est un élément clé pour le développement. Il relie les individus, facilite l'action collective et joue un rôle important dans la fourniture de biens publics (Putnam et al., 1993 ; Durlauf et Fafchamps, 2005).

Un certain nombre d'études mettent en évidence l'effet pro-social des conflits armés (Bellows et Miguel, 2006 ; Bellows et Miguel, 2009 ; Voors et al., 2012 ; Gilligan et al., 2014) et certaines d'entre elles suggèrent explicitement que l'impact pro-social de la guerre pourrait expliquer la reprise économique d'après-guerre. Pourtant, des travaux considérant les multiples dimensions du capital social remettent en question cet optimisme (Cassar et al., 2013 ; Rohner et al., 2013 ; Grosjean, 2014) et suggèrent des effets différenciés des conflits : les conflits intergroupes devraient favoriser à la fois des comportements altruistes envers son propre groupe et des comportements d'exclusion contre des groupes externes (Choi et Bowles, 2007 ; Bowles, 2009).

Dans cet article, nous nous concentrons sur une composante du capital social usuellement étudiée : l'adhésion à des associations. L'originalité de l'article est d'établir une typologie des associations. En effet, le type d'associations est primordial pour interpréter les effets des conflits sur les interactions et la coopération sociales, car certaines creusent plutôt qu'elles ne comblent le fossé entre les groupes. Nous distinguons deux types d'associations. Les associations de type « olsonien » qui agissent comme des groupes d'intérêts spécifiques au détriment du reste de la société, d'une part, et les associations de type « putnamesque » agissant davantage pour la communauté dans son ensemble sans externalités négatives, d'autre part (Knack et Keefer, 1997).

Le contexte du Mali

Le Mali est en guerre depuis 2012. A l'époque, plusieurs groupes armés contestent l'autorité du gouvernement central : des groupes rebelles touaregs luttant pour l'indépendance du Nord du Mali et des groupes djihadistes désireux d'imposer la charia au pays. Si le Mali a connu des soulèvements touaregs répétés, les groupes djihadistes ont commencé à prospérer à partir de la fin des années 2000, sous l'effet de l'insécurité croissante, du conflit libyen et du retrait du gouvernement central des régions sahéliennes (Julien, 2011).

En janvier 2012, les djihadistes et les groupes armés touaregs lancent leurs premières attaques contre des positions militaires au nord du pays. Après trois mois de combats intenses, les principales villes du nord, dont Tombouctou, Gao et Kidal, sont sous le joug des insurgés. Le mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), soutenu par Ansar Dine (lui-même soutenu par Al-Qaïda au Maghreb islamique et le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest ; MUJAO), déclare le nord indépendant et impose la loi islamique. Parallèlement, un coup d'État militaire renverse le président Amadou Toumani Touré tenu pour responsable de la crise. Alors que les groupes djihadistes se déplacent vers le sud, la France lance l'opération Serval sous l'égide des Nations Unies et envoie des troupes pour arrêter leur progression. Fin janvier 2013, la plupart des villes sont reprises.

Malgré la signature de deux accords de paix en 2014 et 2015 (à Ouagadougou et Alger), les groupes djihadistes poursuivent leurs attaques et de nouveaux groupes d'insurgés aux exigences ethniques et communautaires émergent.

Bien que le conflit soit essentiellement enraciné au nord et au centre du Mali, il s'est propagé dans tout le pays. Des attaques ont même eu lieu à la frontière ivoirienne, à l'extrémité sud du pays. À ce jour, le conflit a causé des milliers de victimes et des centaines de milliers de déplacés. Ces constats alarmants incitent à s'interroger sur les différents mécanismes qui aggravent cette crise ou la font perdurer.

Les données

Cet article utilise deux sources principales de données : des données d'enquêtes auprès des ménages et des données recensant les événements violents.

Les données GPS

Cet article repose sur l'exploitation des données des différentes vagues des modules Gouvernance, Paix et Sécurité (GPS-SHaSA) réalisées au Mali en 2014, 2015 et 2016 par l'Institut National de la Statistique. Les modules GPS-SHaSA ont été développés par la Commission de l'Union africaine dans le cadre de la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique (SHaSA). Ces modules posent des questions sur les perceptions et l'expérience de la gouvernance et de l'insécurité aux niveaux national et niveau local, confiance interpersonnelle et participation à des associations.

La méthodologie de ces modules complémentaires d'enquête sur les ménages est basée sur l'expérience antérieure de chercheurs de l'IRD dans les pays d'Afrique et d'Amérique latine (Razafindrakoto et Roubaud, 2018) et dont la fiabilité a été démontrée empiriquement (Calvo et al., 2019).

Les modules ont été greffés sur deux enquêtes auprès des ménages réalisées par l'Institut National de la Statistique. L'enquête principale est l'EMOP. Elle a été réalisée en 2014, 2015 et 2016 dans toutes les Régions maliennes, à l'exception de Kidal et de Tombouctou et Gao en 2014 pour des raisons de sécurité. Nous utilisons également l'Enquête intégrée auprès des ménages (ELIM) de 2006 à laquelle des modules similaires ont été greffés. Cette dernière fournit un point de comparaison fiable avec les données EMOP et constitue un point de référence antérieur au conflit en cours.

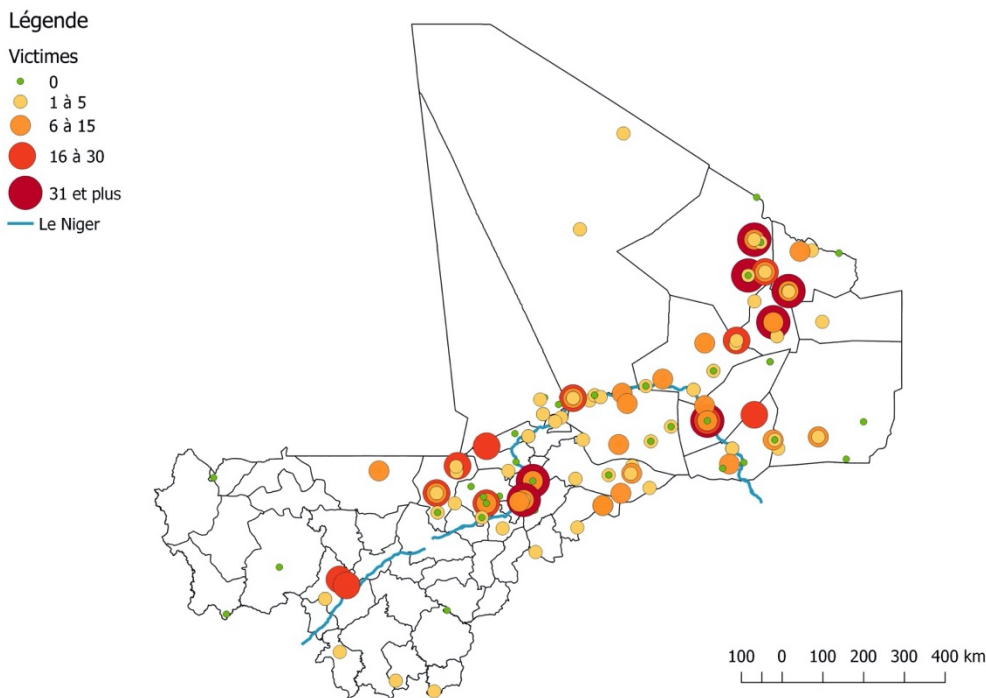
Les deux enquêtes incluent les questionnaires sociodémographiques classiques et sont représentatives aux niveaux national et régional. Néanmoins, la taille des échantillons disponibles permet également des analyses au niveau des Cercles (ci-après dénommés districts), des arrondissements (ci-après dénommés sous-districts) et des communes.

Ces modules complémentaires interrogent des personnes de plus de 18 ans vivant au Mali. L'échantillon regroupant les trois enquêtes post-2012 (2014-2016) fournissent un échantillon principal de plus de 43 000 observations, tandis que la base de données de l'enquête 2006 comprend 11 670 adultes.

Les données de conflits

Les données de conflits sont issues de la base ACLED développée par Raleigh et al. (2010). ACLED est construite à partir du recensement d'articles de journaux, télégrammes d'agence de presse et des organisations non gouvernementales relatant des événements liés à des conflits, des violences armées au Mali depuis 1997. La base de données fournit non seulement la géolocalisation de chaque événement, mais également les groupes impliqués, le nombre de décès signalés, la source d'information et un bref résumé de l'événement.

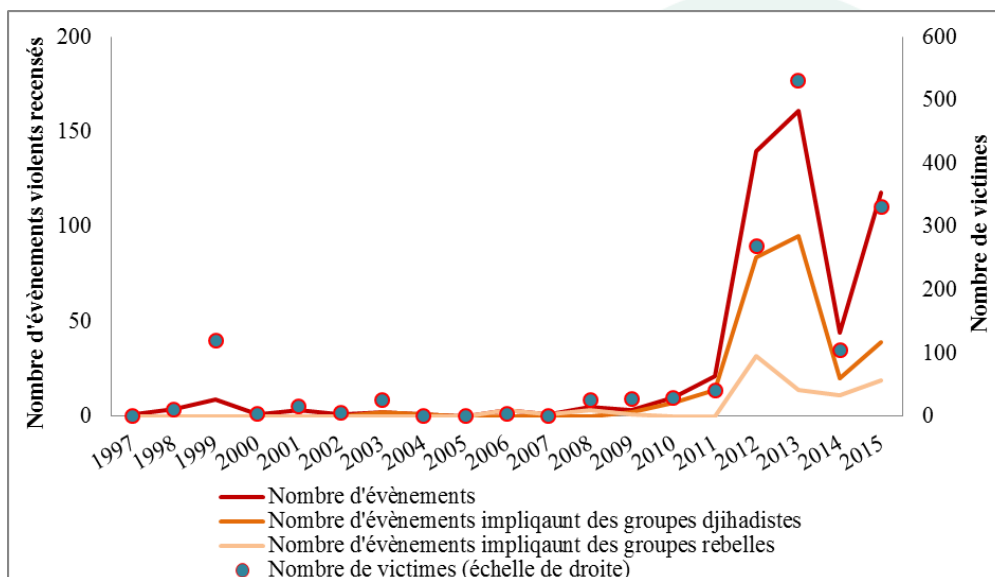
Figure 1 : Répartition des événements violents liés aux conflits armés au Mali 2012-2015



Nous retenons trois types d'évènements localisés avec précision : les batailles, la « violence à distance » et la violence contre les civils. Les batailles opposent deux adversaires alors que les violences à distance, que l'on peut aussi qualifier de violences unilatérales, concernent principalement l'utilisation de dispositifs de bombardement et ne requièrent pas la présence physique de l'auteur. Enfin, la violence contre les civils représente des événements unilatéraux pour lesquels des civils non armés sont directement visés.

A partir de ces données, nous comptabilisons 529 événements, hors région de Kidal (758 avec Kidal) sur la période 1997-2015 dont près de 90% ont eu lieu entre 2012 et 2015. Le graphique suivant illustre l'évolution des violences au Mali sur la période 1997-2015.

Figure 2 : Évolution des évènements liés aux conflits armés au Mali (hors Kidal), 1997-2015



Il met en évidence l'augmentation brutale des violences en 2012 et leur intensification en 2013 suite à l'intervention militaire française. Leur diminution en 2014 peut s'expliquer par les Accords de paix de Ouagadougou et déploiement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali

(MINUSMA). Il est à noter que les violences augmentent à nouveau en 2015 malgré les accords de paix d'Alger.

Les auteurs des violences sont par ordre décroissant : les groupes djihadistes, les groupes armés Touaregs et enfin des milices ethniques.

Pour les besoins de l'analyse, les événements violents sont agrégés chaque année au niveau des anciens arrondissements (division administrative entre les cercles et les communes).

La stratégie empirique

Notre stratégie empirique consiste à estimer les répercussions de la survenue d'au moins un événement violent (bataille, attentat...) l'année précédant l'enquête sur l'appartenance associative d'un individu.

Nos régressions incluent un grand nombre de variables de contrôle comme le genre, le statut matrimonial, le niveau d'éducation et l'indice de fragmentation ethnolinguistique au niveau du sous-district ainsi que des effets fixes district et année.

Le traitement de l'endogénéité de notre variable d'intérêt, la survenue d'un événement violent, constitue une des principales difficultés de nos estimations. L'endogénéité a deux origines potentielles : la causalité inverse et un biais de variables omises. En effet, des personnes pourraient être ciblées (ou s'engager) dans le conflit en fonction de leurs préférences sociales. Cibler les localités où la cohésion sociale est la plus forte pourrait être une stratégie délibérée pour les insurgés de maximiser à la fois symboliquement et quantitativement la portée (via l'information) de leurs actes. L'inverse pourrait également être vrai. Cibler les zones où la cohésion sociale est faible pourrait être un moyen de nourrir le ressentiment entre les groupes et mener une stratégie de « diviser pour mieux régner ».

Un examen du contexte et des données maliennes nous amène à affirmer que la causalité inverse est peu probable. L'échantillon pré-conflit montre qu'il n'y a pas de différences significatives de participation entre les sites affectés et

non-affectés par le conflit. La distribution des événements violents ne conforte pas une stratégie de ciblage particulière des populations, communautés ou groupes ethniques. En 2015, l'ensemble des plus grandes villes et des régions avaient connu des événements violents.

Plus encore, le conflit pourrait être déterminé par un troisième facteur variant dans le temps ou non, qui influence également les préférences sociales et l'appartenance à des associations. Par exemple, les zones avec un accès plus facile aux marchés ou de meilleures performances économiques pourraient être plus sujettes à des violences (Berman et al., 2017), car le ciblage est moins coûteux mais également parce que les échanges impersonnels favorisent les interactions sociales et l'appartenance à des associations (Colletta et Cullen, 2000).

Pour faire face aux biais variables omises, nous incluons en premier lieu un grand nombre de variables de contrôle et, notamment, des effets fixes district-année. En second lieu, nous procédons à des estimations par variables instrumentales (IV) et de différences en différences (DiD). Nous instrumentons la survenue d'événements violents par une interaction entre les tensions historiques locales et les précipitations. Dans les estimations DiD, le groupe témoin est constitué des individus résidant dans les sous-districts jamais affectés par le conflit, tandis que le groupe de traitement est formé par les individus vivant dans les sous-districts exposés à la violence liée au conflit entre 2006 et l'année précédant l'enquête.

Résultats et conclusions

Dans l'ensemble, l'impact des conflits sur la participation sociale est de l'ordre de + 7 à + 14 points de pourcentage. Ce résultat est robuste à de nombreux tests de sensibilité et est corroboré par les estimations IV et DiD. Il pourrait être interprété positivement comme témoignant d'une meilleure cohésion sociale et augurant d'une reprise économique rapide à l'issue du conflit. Cependant, notre article suggère, au contraire, une interprétation négative. Cette participation accrue s'observe dans des associations particulières : les associations familiales et politiques, dont l'adhésion est basée sur des liens

étroits de parenté et partisans. De plus, l'effet positif de la violence sur la participation dans les zones ethniquement hétérogènes n'est observé que pour les associations où l'adhésion est basée sur la parenté. En revanche, la participation à des associations plus ouvertes et diversifiées diminue dans les zones touchées par des événements violents. C'est le cas des associations les plus répandues, à savoir les associations de développement local. L'analyse de l'évolution de la confiance interpersonnelle dans les zones touchées confirme cette interprétation. La confiance dans les personnes plus éloignées diminue en cas d'exposition à la violence, tandis que la confiance dans les individus proches reste à des niveaux très élevés et tend même à augmenter.

Notre article fournit de nouvelles preuves empiriques de l'impact des conflits sur le capital social. Les effets différenciés du conflit selon le type d'associations et le niveau de fragmentation ethnique jettent un doute sur le rôle positif attribué au capital social en tant que moteur de la reprise après les guerres et les conflits.

Au-delà de sa contribution à la littérature académique, cet article permet de mieux comprendre les répercussions des violences armées au Mali. Il suggère une spirale négative. Les conflits entraînent une forme de repli sur soi et de la méfiance aggravant les tensions entre les groupes. La diminution des échanges interpersonnels et entre communautés pourraient avoir des conséquences encore plus importantes, notamment sur le futur politique du pays. Cette analyse est confirmée par les récents développements du conflit malien, où les différends ethniques apparaissent désormais comme la première cause des tensions locales (Cissé et al., 2019). Elle conforte aussi les diagnostics de certains experts quant à la nécessité de solutions autres que sécuritaires pour éviter l'enracinement de la violence au Mali (Guichaoua et Pellerin, 2017). Des actions en faveur d'une meilleure gouvernance politique et d'un développement socio-économique plus inclusif, y compris une plus grande représentativité des institutions publiques et des incitations visant à favoriser la mixité ethnique devraient être explorées.

Thomas Calvo, Emmanuelle Lavallée,
Mireille Razafindrakoto et François Roubaud

Bibliographie :

Bellows, J., Miguel, E., 2006. War and institutions: new evidence from Sierra Leone. *Am. Econ. Rev.* 96 (2), 394–399.

Bellows, J., Miguel, E., 2009. War and local collective action in Sierra Leone. *J. Public Econ.* 93 (11), 1144–1157.

Bowles, S., 2009. Did warfare among ancestral Hunter-Gatherers affect the evolution of human social behaviors? *Science* 324 (5932), 1293–1298.

Calvo, T., Lavallée, E., Razafindrakoto, M., Roubaud, F. (2019) "Fear Not For Man? Armed conflict and social capital in Mali". *Journal of Comparative Economics*, available online at: <https://doi.org/10.1016/j.jce.2019.11.005>.

Calvo, T., Razafindrakoto, M., Roubaud, F., 2019. Fear of the state in governance surveys? Empirical evidence from African countries. *World Dev.* 123, 104609.

Cassar, A., Grosjean, P., Whitt, S., 2013. Legacies of violence: trust and market development. *J. Econ. Grow.* 18 (3), 285–318.

Cissé, S., Coulibaly, A., Diabaté, I., Ag Hamahady, E., Koné, A., Haïdara, S., Traoré, S., Tounkara, M. F., Calvo, T., Razafindrakoto, M., Roubaud, F., 2019. *Dynamiques des Violences, de la Paix et de la Sécurité au Mali entre 2014 et 2018*. Bamako : INSTAT-Mali.

Choi, J.-K., Bowles, S., 2007. The coevolution of parochial altruism and war. *Science* 318 (5850), 636–640.

Colletta, N.J., Cullen, M.L., 2000. *Violent conflict and the transformation of social capital: lessons from Cambodia, Rwanda, Guatemala, and Somalia*. The World Bank.

Durlauf, S.N., Fafchamps, M., 2005. Social Capital. In: Aghion, P., Durlauf, S.N. (Eds.), *Handbook of Economic Growth*. 1B. Elsevier, Netherlands, pp. 1639–1699.

Grosjean, P., 2014. Conflict and social and political preferences: evidence from World War II and civil conflict in 35 European countries. *Comparat. Econ. Stud.* 56 (3), 424–451.

Guichaoua, Y., Pellerin, M., 2017. *Faire la paix et construire l'État : Les relations entre pouvoir central et périphéries sahéliennes au Niger et au Mali*. Technical Report. IRSEM.

Gilligan, M.J., Pasquale, B.J., Samii, C., 2014. Civil war and social cohesion: lab-in-the-field evidence from nepal. *Am. J. Polit. Sci.* 58 (3), 604–619.

Julien, S., 2011. Le sahel comme espace de transit des stupéfiants. Acteurs et conséquences politiques. *Herodote* (3), 125–142. [In French]

Putnam, R.D., Leonardi, R., Nonetti, R.Y., 1993. *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton University Press, Princeton, NJ.

Voors, M.J., Nillesen, E.E.M., Verwimp, P., Bulte, E.H., Lensink, R., Van Soest, D.P., 2012. Violent conflict and behavior: a field experiment in Burundi. *Am. Econ. Rev.* 102 (2), 941–964.